



Paris, le 8 décembre 2023

COMMUNIQUE DE PRESSE

Négociations commerciales :

La FNSEA appelle à la plus grande vigilance sur le respect des lois EGAlim

Ce vendredi 8 décembre, Marc Fesneau, Ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, a réuni l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire pour un premier Comité de Suivi des Relations commerciales. Cette réunion fait suite à l'avancée des dates de négociations commerciales à titre exceptionnel pour l'année 2024 actée dans la Loi « portant mesures d'urgence pour lutter contre l'inflation concernant les produits de grande consommation ».

La FNSEA, par la voix de Yohann Barbe, Membre du Bureau, a insisté sur le fait que la profession agricole sera inflexible sur le respect des lois EGAlim et notamment sur la logique de construction du prix en marche avant et de sanctuarisation du prix de la matière première agricole (MPA). A ce titre, la FNSEA a souligné que les Marques de Distributeurs (MDD) sont désormais assujetties aux mêmes règles et que leur application doit faire l'objet d'une surveillance particulière.

Il a également été rappelé que, dans le contexte inflationniste des deux dernières années, les producteurs agricoles ont pris leur part à l'effort collectif et n'ont pas répercuté la totalité de leurs coûts de production. Or, ces coûts demeurent à un niveau élevé : + 12 % sur deux ans. Cette situation ne peut pas perdurer plus longtemps.

Enfin, la FNSEA a demandé au Ministre la plus grande vigilance quant au recours de certains acteurs de la distribution à des centrales d'achat implantées hors territoire national : ces pratiques peuvent s'apparenter à un contournement des principes d'EGAlim, inacceptable pour les agriculteurs.

L'absence de représentation du Ministère de l'Economie et des Finances lors de cette réunion, pourtant à l'origine de la modification de la période des négociations commerciales et alors même que les agriculteurs manifestent partout en France depuis plus d'un mois leur mécontentement, est un regret pour la FNSEA. Seul un dialogue en présence de l'ensemble des parties prenantes permettra la mise en place des garde-fous nécessaires pour éviter que le revenu des agriculteurs redevienne la variable d'ajustement du pouvoir d'achat des Français ! Il en va de la souveraineté alimentaire de la France et de la capacité de l'agriculture à réaliser les transitions attendues.

Contact presse : Renan Morgat – renan.morgat@reseaufnsea.fr – 06.21.16.80.84